

SOCIALISTES

Journal du PS Suisse
78 · Décembre 2015
AZB 3001 Berne



Logements abordables

Le point sur l'initiative « Davantage de logements abordables » avec Marina Carobbio, conseillère nationale (TI), vice-présidente du PS Suisse et présidente de l'association suisse de locataires (ASLOCA). Trop de familles voient, mois après mois, leur budget largement entamé par leur loyer et la situation devient aujourd'hui intenable. Page 5

CULTURE

Découvrez aujourd'hui les ouvrages de Line Rennwald et de Stéphane Rossini. La première traite du vote ouvrier et des partis socialistes européens, le second aborde un thème qui lui est cher : celui de la solidarité. Une approche scientifique de ces sujets, de quoi amener une véritable plus-value et un développement de fond. Page 10

NON À L'ÉTAT-FOUINEUR

La dernière Assemblée des délégué-e-s de Saint-Gall a décidé de soutenir le référendum contre la Loi sur le Renseignement (LRens), qui prévoit une extension des pouvoirs du service de renseignement de la Confédération (SRC). Le point sur les raisons qui poussent le PS à combattre cette modification législative. Page 11



L'IMAGE DU MOIS

Le lundi 30 novembre dernier, les Chambres fédérales étaient en effervescence, et pour cause, la cinquantième législature s'ouvrait après la longue période de campagne électorale qui jalonna 2015. Si l'ambiance était festive en ce jour d'ouverture, si la musique a trouvé une place inhabituelle, si les élections des différent-e-s président-e-s, vice-président-e-s ou autres scrutatrices et scrutateurs ont marqué la journée, les parlementaires, anciens comme nouveaux, ont rapidement été mis dans le bain.

En effet, les différents objets laissés en suspens par « l'ancien » parlement ont rapidement repris leurs droits. Les défis sont par ailleurs nombreux dans cette nouvelle législature: réforme de l'imposition des entreprises III (RIE III), stratégie énergétique, réforme de la prévoyance vieillesse, ... De nouveaux équilibres devront se créer, se trouver, entre un Conseil national résolument plus à droite et un Conseil des Etats, où les forces en présence restent relativement stables.

Six nouveaux camarades font par ailleurs leur entrée sous la coupole: Laurence Fehlmann Rielle (GE) et les Zurichoises Angelo Barrile, Tim Guldemann, Min Li Marti, Mattea Meyer et Priska Seiler Graf.

SPINAS CIVIL VOICES



50%
en moins

L'eau potable et l'hygiène
réduisent l'occupation
des lits d'hôpitaux de 50%.

Un monde meilleur est possible.

Vous pouvez y contribuer: helvetas.ch



HELVETAS



« Rechtsrutsch » à la française

Alors que la Suisse a vécu ce fameux « Rechtsrutsch », le virage à droite, au Conseil national le 18 octobre dernier, la France vient de subir la même tendance lors de ses élections régionales. Presque la moitié des régions pourraient tomber dans l'escarcelle du Front national de Marine Le Pen lors du second tour, près d'un électeur-trice sur trois a choisi des candidat-e-s frontistes. Le contexte, tant national qu'international n'a pas aidé, c'est une certitude : chômage en hausse, crise migratoire, crise économique, récents attentats de Paris, peur du lendemain, peur pour son emploi, peur de l'autre, peur de l'inconnu, peur de l'Islam.

Le virage « vallsien » au tout-sécuritaire suite aux attentats de Paris, ne fait que renforcer la position de l'extrême-droite, que confirmer que ces mesures souvent extrêmes avaient peut-être un sens et qu'il aurait été préférable de les appliquer plus tôt. Ce virage à droite d'un gouvernement prétendument de gauche omet tout un pan de la réalité de ce monde : celui qui dit que l'on ne peut pas simplement se contenter d'augmenter les moyens de la sécurité et du renseignement pour répondre à une menace extrémiste et souvent irrationnelle dans ses attaques.

Une situation bien triste et une tendance qui se confirme partout en Europe, le renforcement de ces droites ultranationalistes, qui ont choisi le camp de l'exclusion et de la mise à l'index d'une partie de la population.

Une politique qui me fait penser à un passage de « Lutetia », un roman de Pierre Assouline qui décrit la vie dans un grand hôtel parisien durant la Deuxième Guerre mondiale : « Des Allemands bien nazis avaient réinventé cette criminelle ineptie qui consiste à faire d'une religion une race, et voilà que des Français bien français leur emboîtaient le pas. Je me laissais choir sur ma chaise. »

Gaël Bourgeois, rédacteur en chef

IMPRESSUM

Editeur PS Suisse, Spitalgasse 34, 3001 Berne
Tél. 031 329 69 69, Fax 031 329 69 70, info@socialistes.ch
Rédaction Gaël Bourgeois, Nadège Piller
Production Atelier Bläuer, Berne



Un mélange de honte et de colère



Leyla Gül,
co-secrétaire
générale

Récemment, mon père m'a avoué avoir ressenti une certaine honte d'être né musulman. Les événements actuels l'ont rendu si triste qu'il ne voulait simplement plus rien avoir à faire avec tout ça.

Ses mots ont raisonné longtemps dans mon esprit. Le rapport de mon père à la foi n'est pas sans contradictions. Ayant grandi dans une Turquie totalement laïque, l'Islam a pour lui autant d'importance que le rap ou le patinage. S'il ne mange pas de porc (à moins qu'il ne soit pas au courant) et que le mot Allah sort de temps en temps de sa bouche, il reste indifférent face aux questions essentielles se rapportant à Dieu. Pourtant, il a tenu à ce que nous, ses enfants, soyons à notre naissance enregistrés en tant que Musulmans. Il s'agissait d'une question d'identité.

Les paroles de mon père m'ont attristée. L'assimilation de l'Islam au terrorisme m'exaspère, même si (ou justement si) de longs discours expliquent qu'elle n'a pas lieu d'être. Il est aberrant que les Musulmans doivent aujourd'hui avoir honte, ou se justifier. Et je commence genti-

ment à comprendre comment ceci peut engendrer de la colère. L'identité a besoin de liberté, même si elle porte un voile et prie cinq fois par jour. Lorsqu'elle doit s'expliquer ou qu'elle est opprimée, rien ne va plus. S'il en découle de réels préjugés, nous aurons toutes et tous notre part de responsabilité.

Ces deux sentiments, la honte et la colère, sont autant déplacés l'un que l'autre. Nous savons toutes et tous à quoi mène la colère dans les cas extrêmes et nous n'ignorons guère que l'origine de cette dernière est bien souvent la honte, l'humiliation ou encore l'ignorance. Nous savons aussi que seules les forces extrémistes en profitent. Celles-ci doivent se frotter les mains devant tant d'indignation, de cris de guerre et d'échauffements.

Le plus grand acte de bravoure dont on puisse faire preuve dans de telles circonstances est l'indifférence. Ne pas ressentir de tristesse ni de colère et continuer son chemin, impassiblement. Plus que jamais, rester stoïque exige un grand courage.



ROGER NORDMANN **ACCÈDE À LA PRÉSIDENTIE** **DU GROUPE SOCIALISTE**

Suite à la regrettable non-réélection d'Andy Tschümperlin, le Groupe socialiste devait élire une nouvelle Présidence. Le Groupe socialiste aux Chambres fédérales a ainsi désigné Roger Nordmann pour cette fonction.

Le conseiller national vaudois a obtenu les voix suffisantes au troisième tour de scrutin. A 42 ans, Roger Nordmann apporte sa très grande expérience, notamment comme représentant du canton de Vaud au Conseil national depuis 2004. Il a par ailleurs fonctionné comme vice-président du Groupe au cours des quatre dernières années. Son entrée en fonction comme président du Groupe socialiste a coïncidé avec le début de la session d'hiver.

Avec Roger Nordmann, le nouveau Groupe parlementaire a placé sa confiance en l'un de ses membres, sous le signe de la continuité et de l'expérience. Son implication forte dans les Commissions de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE-N) et dans celle des transports et des télécommunications (CTT-N) ont également plaidé en sa faveur. Il y a mené à bien différents projets importants, tels que la stratégie énergétique 2050 ou le fonds ferroviaire FAIF. Son statut de pointure cantonale a été confirmé lors des élections du 18 octobre dernier par les électrices et électeurs vaudois.

Roger Nordmann a pris ses fonctions le 30 novembre dernier, lors de l'ouverture de la session d'hiver et de la 50^e législature.



BEAT JANS **NOUVEAU VICE-PRÉSIDENT** **DU PS SUISSE**

Suite à l'élection de Jacqueline Fehr au gouvernement zurichois, sa place de vice-présidente du PS Suisse était à repourvoir. L'Assemblée des délégué-e-s, réunie à Saint-Gall le 5 décembre dernier, a ainsi désigné Beat Jans pour lui succéder. Jacqueline Badran, conseillère nationale (ZH), qui avait également fait acte de candidature s'est finalement désistée.

Beat Jans représente le canton de Bâle-Ville au Conseil national depuis 2010. A 51 ans, il apporte son expérience de dix ans comme ancien député au Grand Conseil bâlois et de 6 ans à la Présidence du PS de Bâle-Ville.

Avec Beat Jans, les délégué-e-s ont placé leur confiance en un camarade qui a su faire preuve de ses capacités en cinq ans de Conseil national. Cette confiance démontre également son implication importante dans les Commissions de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE-N) et dans celle de l'économie et des redevances (CER-N). Son statut de pointure cantonale a été confirmé lors des élections du 18 octobre dernier par les électrices et électeurs de Bâle-Ville.



DAVANTAGE DE LOGEMENTS ABORDABLES

+ INITIATIVE POPULAIRE FÉDÉRALE +



La pénurie d'appartements persiste. Les loyers grimpent. L'initiative populaire « Davantage de logements abordables » veut encourager la construction d'habitations à loyer modéré.

De plus en plus de Suissesses et de Suisses ne trouvent pas de logements abordables. D'autres ont peur de ne plus pouvoir payer leur loyer et de devoir déménager. D'autres encore sont scandalisés par la façon dont les propriétaires tentent d'augmenter leurs gains aux frais des locataires. Ces craintes et indignations sont fondées. Le loyer représente le plus grand poste du budget d'un ménage. Ainsi, pour un revenu inférieur à 5000 francs, il correspond à 30 % des dépenses. Selon une étude, 5000 ménages en Suisse doivent économiser sur les vêtements ou les dépenses de santé pour pouvoir couvrir les frais de logement.

Pas d'action de la Confédération

Face à ces problèmes de logement, la Confédération reste inactive. Le Conseil fédéral déclare pourtant depuis des années qu'il veut s'engager en faveur de logements abordables. Jusqu'à maintenant, ces paroles n'ont mené à aucune action, et plusieurs objets parlementaires allant en ce sens ont été refusés.

Des loyers abordables, sans profits spéculatifs

C'en est assez! L'initiative populaire «davantage de logements abordables» est lancée conjointement par L'ASLOCA, le PS, les Verts, la JS, l'Union syndicale suisse et les coopératives d'habitations suisses. L'initiative a pour objectif des logements libres de spéculation, sans pression de maximisation de rendement.

Des logements d'utilité publique pour moins de pénurie

Pour y parvenir, l'initiative exige une augmentation de l'offre de logements d'utilité publique: un appartement nouvellement construit sur dix devra l'être sous la forme d'une coopérative d'habitation ou appartenir à une collectivité publique. Au lieu d'enrichir les propriétaires, les loyers de tels biens, jusqu'à un quart inférieurs aux prix du marché, permettent de maintenir une offre adéquate de logements.

Des appartements à loyer modéré au lieu des lofts de prestige des CFF

Les cantons et les communes, de leurs côtés, doivent pouvoir instaurer un droit de préemption sur certains terrains pour que les collectivités publiques aient la possibilité de



Marina Carobbio, conseillère nationale (TI)

« Le loyer représente le plus grand poste du budget d'un ménage. »

les acquérir. La Confédération et les entreprises qui y sont liées doivent proposer leur terrain prioritairement aux communes et aux cantons. Ainsi, à l'avenir, des logements abordables pourront par exemple être construits sur les terrains des CFF au lieu des immeubles de prestige.

Halte aux subventions pour les rénovations de luxe

Actuellement, des subsides facilitent les rénovations pour isoler et assainir des immeubles sur le plan énergétique. L'initiative veut empêcher l'abus de certains propriétaires qui obtiennent ces subventions, même lorsqu'ils congédient les locataires ou transforment avec luxe leurs immeubles pour accroître leurs rendements.

Continuer sur une bonne lancée

Ces dernières années, les sections cantonales et locales de l'ASLOCA, le PS et d'autres associations ont lancé et remporté des initiatives dans plusieurs cantons et communes visant à obtenir des logements abordables et à limiter la spéculation. Ces réussites doivent servir d'exemple au niveau national.



Entreprenariat social

EN ITALIE, UNE JEUNE ENTREPRENEUSE A CRÉÉ UN PROJET PERMETTANT À DES FEMMES VICTIMES D'EXCLUSION SOCIALE DE PRODUIRE DES VÊTEMENTS À PARTIR DE RESTES DE TISSU DONNÉS PAR DES GRANDES MAISONS DE MODE.

Des travailleurs et travailleuses sont exploitées, la planète est victime du réchauffement climatique, la famine sévit dans le tiers-monde ... Pour beaucoup de problèmes découlant de la mondialisation, les grandes entreprises peuvent être à blâmer. Toutes ne se préoccupent pas assez de leurs employé-e-s, ni de l'environnement. La recherche incessante du profit, sous pression des actionnaires, les pousse parfois à mettre de côté certains principes éthiques. Mais il existe une autre façon de faire des affaires : l'entreprenariat social. Il s'agit là de créer des projets dont la priorité n'est pas le profit financier, mais l'amélioration du bien-être de la communauté.

En Italie, Progetto QUID ne s'attaque pas à un seul, mais à deux problèmes de la communauté locale. En proposant des vêtements et des accessoires de mode fabriqués à partir de tissu 100 % recyclé, l'entreprise permet d'améliorer le quotidien de plusieurs travailleuses et d'économiser de l'énergie.

C'est un fait, les femmes sont plus souvent victimes d'exclusion sociale que les hommes. La violence domestique ou la prostitution sont des problèmes qui les touchent particulièrement et lorsqu'elles en sont victimes, elles plongent dans une spirale dont il est difficile de sortir. Leur estime de soi est au plus bas et elles ont ainsi moins de chances de trouver un emploi pour gagner leur indépendance.

En choisissant d'engager principalement des femmes en difficulté, Progetto QUID souhaite

lutter contre ces inégalités et améliorer les conditions de vie de ses 23 employées. L'entreprise leur procure non seulement un revenu (supérieur au salaire minimal) mais aussi une chance d'exprimer leur créativité, d'appartenir à un groupe et de se sentir utiles.

Les matières premières utilisées par Progetto QUID proviennent de dons de maisons de mode. L'industrie textile haut-de-gamme a des critères de qualité très stricts et le moindre petit défaut peut rendre le tissu inutilisable pour certaines marques. En récupérant ces tissus, QUID économise le coût de l'achat et, en plus, un gain d'énergie est réalisé puisque les tissus ne seront pas brûlés et on ne gaspillera pas de ressources naturelles pour en produire de nouveaux.

Progetto QUID offre donc la possibilité de s'acheter de jolis vêtements produits dans des conditions respectant les personnes et l'environnement. L'innovation de Progetto QUID va encore plus loin : l'entreprise travaille aussi directement avec de grandes marques italiennes soucieuses de leur responsabilité sociale. Ces dernières fournissent non seulement des matières premières à Progetto QUID, mais elles commercialisent aussi les produits QUID dans leurs propres boutiques et affichent ainsi clairement leur soutien. Certes, il s'agit surtout pour ces grandes marques d'améliorer leur image, mais grâce à Progetto QUID, l'impact social est bel et bien réel.



3 QUESTIONS À ANNA FISCALE

directrice de Progetto QUID

D'où t'es venue l'idée de Progetto quid ?

Progetto QUID a été fondé en 2012 par cinq amis partageant une passion pour la mode et l'innovation sociale. Chacun-e de nous a toujours été activement impliqué-e au sein de la communauté locale et nous cherchions un moyen concret de créer de la valeur partagée.

Progetto QUID a deux buts, l'un plutôt social et l'autre plutôt écologique. Lequel est pour toi le plus important ?

Les deux ! Le projet global a été créé en une fois. Tout a commencé par une discussion entre ami-e-s et cet échange d'idées s'est rapidement transformé en un projet concret réunissant ces deux buts qui nous tiennent autant à cœur l'un que l'autre.

Quel est le futur de Progetto quid ?

Nous avons des objectifs de croissance précis qui nous permettront d'engager plus d'employé-e-s. Mais nous souhaitons aussi nous faire connaître en dehors de l'Italie et peut-être inspirer d'autres personnes à se lancer dans l'entreprenariat social.

LOI SUR LES PRODUITS DU TABAC

Le Conseil fédéral plie devant les intérêts économiques

LA NOUVELLE LOI SUR LES PRODUITS DU TABAC (LPTAB) QUI VA BIENTÔT ÊTRE EXAMINÉE PAR LES COMMISSIONS SPÉCIALISÉES DES DEUX CHAMBRES DIT VOULOIR PROTÉGER LA SANTÉ DES JEUNES.

Qu'en est-il exactement? Elle propose d'interdire la vente de tabac aux mineurs, confirmant ainsi ce qui existe déjà dans dix cantons. Elle prévoit aussi quelques restrictions dans le domaine de la publicité. En particulier, la publicité pour les produits du tabac, par voie d'affichage, dans les cinémas, la presse écrite et les supports électroniques sera interdite.

Mais là où le bât blesse sérieusement, c'est la question du parrainage.

Le projet vise à interdire le parrainage dans les seules manifestations à portée internationale qui sont au nombre ... de deux, à savoir Art Basel et le Montreux Jazz Festival! Tous les autres festivals (Paléo, Caprices à Crans Montana, Openair du Gurten, St-Gall, Zurich, etc.) qui ont une clientèle en majorité jeune pourront continuer à échapper à cette interdiction et accueillir les cigarettiers dont la présence est tout sauf discrète.

Dans ces conditions, on peut douter de la volonté politique de notre gouvernement d'oser affronter les vrais problèmes, quitte à mécontenter un secteur de notre économie.

Pourtant, il reconnaît l'importance des problèmes engendrés par la fumée du tabac, à savoir qu'elle entraîne le décès prématuré de 9500 personnes par an en Suisse. Après une baisse significative dans les années 2000, le pourcentage de 25 % de fumeurs et fumeuses est resté stable alors qu'il aurait dû baisser si l'on avait pris des mesures efficaces telles qu'elles sont prévues dans la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, que la Suisse a signée mais toujours pas ratifiée ...

A cet égard, les études montrent qu'une interdiction globale de la publicité pour le tabac induit une baisse moyenne de 7 % de la consommation.

Il est préoccupant de relever une allégeance constante de nos autorités fédérales et souvent cantonales vis-à-vis d'une industrie qui est totalement dépourvue d'éthique et qui l'a prouvé en niant l'évidence de la nocivité des produits qu'elle fabrique. Un produit qui tue la moitié de ses consommateurs ne doit-il pas être sous liberté très surveillée?

Le débat ne fait que commencer et le PS devra se battre avec détermination aux côtés des profession-

nels de la santé, tels que la FMH qui s'est positionnée en faveur d'une interdiction totale de la publicité et d'autres milieux convaincus par la nécessité d'avoir une loi qui protège véritablement la santé de sa population, notamment de ses jeunes.

Laurence Fehlmann Rielle,
conseillère nationale (GE)



3 QUESTIONS À LAURENCE FEHLMANN RIELLE

La nouvelle législature vient de débiter, quelles sont tes premières impressions à ton entrée sous la coupole? Même si j'avais déjà quelques notions de la manière dont se passent les débats au Conseil national, j'ai été quand même impressionnée lors de la prestation de serment, car à ce moment, on prend la dimension de ce que représente l'accession à cette fonction et des responsabilités qui nous incombent. Néanmoins, la prestation de serment collective était un peu décevante à mes yeux.

Tu es la seule « nouvelle » de Suisse romande, comment as-tu été accueillie dans le Groupe?

C'est assez piquant de se retrouver parmi « les bleus » à 60 ans, bien que je ne sois pas une débutante en politique. J'ai trouvé les camarades très chaleureux et la première prise de contact positive. J'ai notamment pu lier connaissance avec quelques nouvelles et nouveaux.

Au sein de quelle Commission siègeras-tu et quels seront les premiers thèmes que tu entends défendre?

J'ai été un peu surprise de me voir attribuer la commission des affaires juridiques alors que je ne suis pas juriste de profession. Je pense qu'il y aura beaucoup à apprendre pour être efficace à cette place. À côté des questions très techniques, cette commission traite aussi de thématiques sociétales, ce qui est intéressant. Affaire à suivre ...





MUSÉE D'ART ET D'HISTOIRE DE GENÈVE

L'argent privé renforce le service public

LE RÉFÉRENDUM CONTRE LE CRÉDIT DE CONSTRUCTION DU PROJET DE RÉNOVATION DU MUSÉE D'ART ET D'HISTOIRE (MAH+) A ABOUTI. LES CITOYENNES ET CITOYENS DE LA VILLE DE GENÈVE (SUISSES ET ÉTRANGERS ÉTABLIS DEPUIS PLUS DE 8 ANS EN SUISSE) SE PRONONCERONT LE 28 FÉVRIER PROCHAIN.

La campagne commence, les angles d'attaques sont multiples, certains opposants n'hésitant pas à fourbir des attaques très éloignées de la réalité et de la vérité, leur but étant de discréditer un projet, lequel n'est pas figé depuis 15 ans comme ils le prétendent, mais maintes fois remanié à la suite de leurs remarques ou suggestions.

Comme lors de rénovations de musées d'autres villes suisses (Zurich ou Lausanne), on trouve toujours des opposants sincères, qui méritent estime et attention, mais aussi – hélas – des opposants systématiques, dogmatiques, qui ne prônent que l'immobilisme et se moquent des exigences de la muséographie contemporaine.

Si certaines critiques constructives peuvent être entendues, elles ont conduit à l'adaptation du projet, comme l'abaissement du gabarit extérieur ou la modification des emprises murales intérieures.

Contrairement à quelques rumeurs citadines, la cour intérieure (couverte) ne sera pas défigurée. Elle

deviendra enfin un lieu de vie convivial, un lieu d'accueil et d'expositions, à l'instar du Musée historique de Berlin ou du British Museum. Sans couverture, la météo genevoise parfois capricieuse limiterait plus que sérieusement l'utilisation de cette cour.

Le «saccage» du patrimoine dénoncé par les opposants est une vieille «ficelle» rhétorique sans fondement, utilisée dans le seul but de susciter peur et méfiance. La défense du patrimoine public, que nos aïeux nous ont légué, mobilise à la fois les partisans et les adversaires du projet MAH+, reconnaissons-le, mais je m'amuse de la conversion tardive en la matière de certains régisseurs finançant généreusement les référendaires!

Quant à l'accusation de soi-disant «privatisation» du Musée par de l'argent privé, elle relève du plus pur fantasme!

En tant qu'homme de gauche, je me réjouis quand l'argent privé fortifie le secteur public, à certaines conditions bien sûr:



Manuel Tornare
conseiller national (GE)

« Genève doit rejoindre le camp des villes ayant défendu et modernisé leur musée. »

- la nécessité d'une transparence des conditions et contreparties du partenariat public/privé;
- le respect absolu de l'autonomie, de l'indépendance et de la vocation du MAH en tant que musée public.

Ces conditions sont aujourd'hui garanties dans le projet soumis au peuple.

Enfin, je souhaiterais que des opposants, collectionneurs reconnus, régisseurs genevois, finançant la campagne du NON, rejoignent les donateurs qui œuvrent à l'enrichissement des collections du Musée, à son embellissement ou à sa modernisation (comme l'avait fait en son temps Jacqueline Maus pour l'ascenseur de la cour).

J'y verrais à la fois une preuve d'attachement pour le MAH et un renforcement bienvenu du secteur public.

Genève doit se réveiller: en février 2016, nous dirons OUI à un projet qui nous ralière au camp des villes qui ont su défendre et moderniser leurs musées: Lausanne, Bâle, Berne ou encore Zurich.

La génération sandwich, ou les conséquences du vieillissement de la population pour les femmes

SITÔT LES ENFANTS SORTIS DU NID, CE SONT SOUVENT LES PARENTS ET LES BEAUX-PARENTS QUI NÉCESSITENT DES SOINS OU UNE ASSISTANCE. LES FEMMES DE LA « GÉNÉRATION SANDWICH » DOIVENT CONCILIER TRAVAIL, ENFANTS ET AIDE AUX PROCHES. AVEC DES CONSÉQUENCES POUR LEUR VIE SOCIALE, LEUR CARRIÈRE ET LEUR SANTÉ.

Depuis quelques années, on entend de plus en plus souvent utiliser l'expression « génération sandwich ». La génération sandwich, c'est cette partie de la population âgée entre 45 et 65 ans, qui est prise en sandwich entre deux autres générations : celle de ses parents et celle de ses enfants. Elle est encore en âge de travailler et encore souvent impliquée dans une activité professionnelle. Mais elle est aussi sollicitée comme soutien à ses propres enfants, voire ses petits-enfants, et à ses parents vieillissants.

Les femmes sollicitées en première ligne

Des analyses montrent que le travail domestique de santé concerne en première ligne les femmes. Ce sont en effet des générations de femmes qui se succèdent au chevet des plus jeunes et des plus âgé-e-s. Pour la femme d'aujourd'hui, la double journée ne se termine donc jamais. D'abord, elle se fatigue à mener de front carrière et enfants. Et à peine les enfants sortis du nid ou nécessitant moins d'attention, ce sont les parents et les beaux-parents qui ont besoin d'assistance, et la question de concilier la vie professionnelle avec le soin aux proches se pose. Une étude allemande récente montre même qu'une femme sur deux âgée de 40 à 59 ans s'occupe à la fois des enfants et des proches âgés.

Le rôle des femmes dans l'aide et les soins aux proches (le travail de care), et la situation particulière de ces « femmes sandwichs » est en lien avec d'importants enjeux féministes. Notamment ceux liés au travail non rémunéré, et par conséquent la non reconnaissance du travail domestique, ou encore la dévalorisation des professions de la santé et du social. La problématique des inégalités entre les femmes du Nord et du Sud s'y ajoute, ces dernières étant parfois appelées à prendre en charge ce travail dévalorisé, sans statut de séjour et avec de mauvaises conditions de travail.

Par ailleurs, de nombreuses recherches ont montré que les proches aidant-e-s souffrent souvent de surmenage, de dépression ou d'anxiété. Outre ces conséquences négatives sur la santé des personnes aidantes, un effet sur les trajectoires professionnelles, surtout féminines, est également prouvé. Il se mesure sous différentes formes selon le degré de dépendance et d'implication dans l'aide et les soins : absentéisme, modification de l'horaire de travail, refus de promotions, productivité réduite, retrait partiel ou total du marché du travail.

La thématique de l'aide et du soin aux proches éveille également des enjeux liés à la politisation de la sphère privée. En effet, notre so-



Anita Balz, Secrétaire centrale des Femmes socialistes suisses

« Les femmes de la « génération sandwich » doivent concilier travail, enfants et aide aux proches. »

ciété considère traditionnellement la famille sous l'angle des choix individuels et privés. Pourtant, les enjeux de cet énorme travail assumé par cette génération de femmes doit être un objet de politique publique. On a en effet tendance à taire le fait que les femmes, en s'occupant de leurs proches dépendant-e-s, jouent un rôle majeur de prestataires de soins bénévoles et agissent ainsi de manière positive sur les coûts de soins.

Pour une reconnaissance du travail non rémunéré

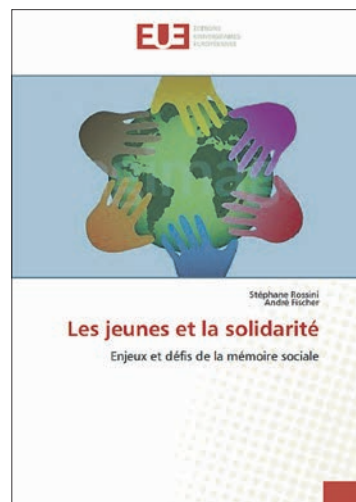
Au Canada, l'« Afeas Femmes en mouvement », une association féministe, a thématiqué ces enjeux dès 2001, en organisant chaque premier mardi d'avril la Journée du travail invisible. Cette journée place le travail non rémunéré réalisé par les femmes dans les familles comme un facteur clé des inégalités entre femmes et hommes et comme source de pauvreté à long terme pour les femmes. Elle est l'occasion de militer pour que le travail non rémunéré des parents et des aidant-e-s soit reconnu et valorisé, qu'il soit recensé par la statistique officielle et qu'il fasse l'objet de mesures de soutien sociales, financières et fiscales de la part de l'Etat.

Source : Les femmes de la « génération sandwich », de Muriel Golay, in « Le Courrier » du 28.7.2009



Les jeunes et la solidarité

Enjeux et défis de la mémoire sociale, par Stéphane Rossini, a. conseiller national



Spontanée ou imposée, libre ou organisée, la solidarité est au cœur de la société. Essence de la sécurité sociale, slogan politique ou simple fondement de tout engagement collectif, la solidarité nous habite et nous guide. Indissociable de la citoyenneté politique ou sociale, mais aussi de nos démocraties, elle mérite qu'on lui accorde une attention particulière. Ainsi, la compréhension des solidarités par les jeunes générations, amenées à bâtir le futur, doit être une préoccupation. Cet ouvrage résulte d'une

recherche réalisée en Suisse romande pour comprendre la relation des jeunes aux solidarités et au vivre ensemble. Comprennent-ils les solidarités? Connaissent-ils ses formes institutionnelles? Sont-ils à même d'adopter une posture critique ou se laissent-ils emporter par le discours populaire ou médiatique dominant? Vers qui se tournent-ils pour comprendre ou décider? Tels sont les questionnements appréhendés à travers l'étude de programmes scolaires et une enquête réalisée auprès de plus de trois mille jeunes. Avec, comme préoccupation centrale, la nécessité d'investir dans le développement de l'histoire et de la mémoire sociales, au nom de la cohésion sociale.

ISBN : 978-3-8416-7070-0



Partis socialistes et classe ouvrière

Ruptures et continuités du lien électoral en Suisse, en Autriche, en Allemagne, en Grande-Bretagne et en France (1970-2008), par Line Rennwald, politologue.



Depuis quelques années, la question des liens entre les partis socialistes et leur électorat ouvrier attire beaucoup l'attention. S'appuyant sur de nombreuses données d'enquêtes électorales, cet ouvrage apporte une réponse fouillée à cette problématique.

Adoptant une perspective empirique large, il retrace dans une première partie l'évolution du vote ouvrier et de la composition de classe des partis socialistes dans cinq pays. Si un déclin du soutien électoral des travailleurs manuels et des travailleurs des services peut être

constaté, il n'en demeure pas moins que l'opposition entre ouvriers et possédants continue de structurer le vote socialiste. Dans une deuxième partie, le livre propose un tour d'horizon des différentes explications de la baisse du vote ouvrier socialiste. Il démontre que c'est du côté du positionnement et de l'appel des partis politiques qu'il faut chercher la clé de ces mutations.

L'ouvrage fournit des résultats importants pour la sociologie électorale et apporte un éclairage nouveau sur les dynamiques du clivage de classe. Il constitue un outil précieux pour les chercheurs et citoyens intéressés à mieux comprendre les bases sociales de la politique, à une période marquée par un accroissement des inégalités.

ISBN : 978-2-88930-030-3



Signez le référendum sur ps.lrens-referendum.ch

NON À L'ÉTAT-FOUINEUR

Par 106 voix contre 62 et 7 abstentions, l'Assemblée des délégué-e-s du PS Suisse à Saint-Gall a décidé de soutenir le référendum contre la loi sur le renseignement (LRens). Retrouvez ci-dessous les principaux arguments contre cette modification législative, signez et faites signer ce référendum.

NON À L'ÉTAT-FOUINEUR – NON À LA LRENS!

La nouvelle loi sur le renseignement (LRens) veut étendre les pouvoirs des services de renseignement de la Confédération et ouvre la voie à un Etat fouineur. A l'avenir, les services de renseignement auront la possibilité de pénétrer, en l'absence de tout soupçon fondé, dans la sphère privée des citoyens et citoyennes, d'écouter leurs communications et d'espionner leurs vies. Nous devons arrêter l'état-fouineur: non à la LRens! Signez maintenant le référendum!

FIN DE LA SPHÈRE PRIVÉE...

Toutes et tous seront surveillés, et pas seulement les criminels, comme c'est souvent affirmé. Au menu des moyens de surveillance de masse utilisés: écoute téléphonique, interception des courriels, des messages WhatsApp et des SMS, ainsi que surveillance de Facebook et d'internet par des mots-clés. Et ce en l'absence de tout soupçon

fondé. Nous sommes donc tous visés par ces mesures! D'importants volumes de nos données personnelles seront enregistrés et analysés, sans que nous ne soyons coupables d'aucun crime.

... ET LA VIOLATION DE NOS DROITS FONDAMENTAUX ...

Organe sécuritaire défensif, les services de renseignement se dégradent en une police secrète offensive, aux activités hors de l'Etat de droit. Le contrôle démocratique par le peuple et la transparence n'existent plus. Les récents scandales des fiches au cours desquels des centaines de milliers de citoyens innocents ont été surveillés devraient nous servir de leçon: nous ne devons pas laisser se créer à nouveau au sein de l'État une machine monstrueuse de récolte d'informations sur les citoyens.

... PAR UNE LOI INUTILE!

Aujourd'hui déjà, le Ministère public de la Confédération et les polices cantonales sont responsables d'enquêter sur les activités terroristes, sur la criminalité organisée et sur les actes préparatoires de ces crimes. Ils disposent déjà de tous les moyens nécessaires et sont soumis à un contrôle prévu par la loi. Une surveillance accrue de l'État, sans soupçon fondé, saperait l'État de droit et la démocratie!

LE RÉSULTAT

21'548

... le nombre de voix qui sépare Jean-François Rime et le président du PS Suisse, Christian Levrat lors du second tour de l'élection au Conseil des Etats dans le canton de Fribourg. Après le virage à droite au Conseil national lors des élections fédérales du 18 octobre, l'UDC s'était lancé le pari de se payer la tête du Parti socialiste.

Pari très largement manqué, puisque le conseiller aux Etats fribourgeois sortant dépasse allègrement la majorité absolue, en frisant le 56 %. Un claquement de langue qui résonnera encore longtemps dans la mémoire de Jean-François Rime.

LE CHIFFRE

60,27 %

... le résultat de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), le parti de l'infatigable opposante birmane Aung San Suu Kyi. Alors que la junte militaire au pouvoir avait invalidé les élections

législatives de 1990, le Parti de l'union, de la solidarité et du développement (USDP) de l'actuel président Thein Sein, a vu sa représentation totalement

décimée. Ce dernier a perdu 295 des 336 sièges qu'il détenait dans les deux chambres.

Ainsi, la lauréate du prix Nobel de la paix de 1991 voit son parti obtenir 135 des 168 sièges en jeu de la Chambre des nationalités (Chambre haute) et 255 des 330 sièges soumis au vote populaire dans la Chambre des représentants (Chambre basse). A noter que, dans chacune des chambres, 25% des sièges sont réservés pour des « représentants de l'Armée ». Malgré cette particularité « démocratique », la Ligue nationale pour la démocratie de la « Dame de Rangoun » détient désormais la majorité absolue dans les deux chambres. Le nouveau Parlement désignera le futur président en février ou mars 2016.



Claude Truong-Ngoc



Aide-nous à rendre la campagne visible

Commande maintenant ton drapeau sur stopspeculation.ch

GAME OVER!
OUI
Initiative stop à la spéculation

www.stopspeculation.ch